

BELLERIVE-SUR-ALLIER

Une opposition à Montpertuis

Les citoyens du mouvement « Danger Montpertuis » s'opposent à la mise en place d'une zone industrielle de chimie lourde. Ils ont retenu l'attention de Ségolène Royal, la ministre de l'Environnement.

JEAN-BAPTISTE DEBERRY

Les membres du mouvement « Danger Montpertuis » viennent d'attirer l'attention de la ministre de l'Environnement, **Ségolène Royal**. Dans un courrier, elle annonce que le Préfet de l'Allier va être saisi en tant que représentant de l'État. Un soutien important pour les citoyens qui s'opposent au projet d'une zone industrielle destinée à la chimie sur le site de Montpertuis-Palazol, qui abritait les usines de munitions et d'armements de Manurhin/GIAT Industries. Le projet concerne une raffinerie qui utilise le bois pour faire de l'éthanol. « Le complexe industriel doit se construire autour d'une raffinerie d'éthanol à moins d'un kilomètre de Vichy. Or, ce type de raffineries rejette des gaz nauséabonds et des Composés Organiques Volatils cancérigènes. Le pro-

jet fait aussi courir des risques de contamination aux nappes phréatiques, qui sont à fleur de sol dans le bassin de Vichy, riche de 250 sources », argumente Isabelle Filatov. Pour la présidente du mouvement, ce projet est opposé à la vocation du bassin de Vichy qui repose sur le thermalisme, le sport et le tourisme. Elle ajoute : « le site de Montpertuis est déjà pollué. Le sol contient des métaux lourds. Le projet parle de bio-éthanol mais ce n'est pas bio. »

« ODEURS NAUSÉABONDES »

La présidente fonde son opposition sur « un risque théorique et vécu ». « Nous nous appuyons sur le témoignage de personnes qui vivent à proximité de ce type d'industrie. Il y a beaucoup d'odeurs nauséabondes. Les habitants sont obligés de rester chez eux. Ils ne peuvent plus profiter de leur extérieur. » Les citoyens du mouvement

Longue dépollution

Les usines d'armement ont fermé en 2006. L'industriel doit dépolluer et déminer le site Manurhin de Montpertuis-Palazol sur les communes de Bellerive-sur-Allier et Charmeil. Ce chantier de dépollution pyrotechnique devait se finir en 2012. Cependant, il est encore d'actualité en 2016. La raison : des obus, des grenades, des explosifs ont été enfouis dans le sol à des emplacements pas toujours identifiés.

sont notamment présents lors des réunions publiques concernant la révision du plan local d'urbanisme. « Le PLU doit changer en zone industrielle pour que les promoteurs puissent mener ce projet. Alors que nous souhaitons que le statut de zonage « Nature » soit conservé », indique la Bellerivoise.

RÉFLÉCHIR À UNE ALTERNATIVE

Ce projet est présenté comme créateur d'emplois dans un territoire qui a connu plusieurs fermetures d'usine. Un argument que réfute la présidente du mouvement. « Au total, cela devrait créer 50 emplois car les procédures sont automatisées. Ce qui est moins que Burger King qui a créé 80 emplois à Bellerive-sur-Allier. » Isabelle Filatov redoute cependant les autres projets qui pourraient voir le jour grâce à cette raffinerie. « Il y a toute une industrie autour

de cette usine d'éthanol. » La présidente et les autres membres réfléchissent à une alternative à la zone industrielle pour l'ancien site d'armement. « Beaucoup ont des idées. Nous travaillons dessus et nous prévoyons plusieurs réunions d'ici la fin de l'année. » Une première réunion aura lieu début décembre. Ils prévoient également d'être présents au prochain conseil municipal bellerivois, le 15 décembre. Dans le courrier à la ministre de l'environnement, les citoyens de l'agglomération évoquent un parc naturel pour sanctuariser le site de 124 hectares. Isabelle Filatov et les opposants au projet de zone industrielle continuent de mobiliser la population. « Nous avons reçu 2 101 signatures pour notre pétition. »

> Site internet du mouvement : www.aquaviva03.info